



Grève au JDD : là où Vincent Bolloré passe, l'indépendance des rédactions trépassse...

La CGT et le SNJ-CGT apportent tout leur soutien aux journalistes du JDD, en grève depuis jeudi 22 juin contre la nomination à la tête de leur rédaction de Geoffroy Lejeune, ancien directeur de la rédaction du magazine d'extrême droite Valeurs actuelles. Pour la deuxième fois seulement dans l'histoire du JDD, l'édition « papier » de ce dimanche 25 juin n'était pas dans les kiosques, ni l'édition numérique disponible sur le web.

« La rédaction du JDD refuse d'être dirigée par un homme dont les idées sont en contradiction totale avec les idées du journal », indiquent les grévistes dans un communiqué. Au-delà du cas Geoffroy Lejeune, espérons que ce sursaut de la rédaction influera également sur le traitement journalistique de l'extrême droite dans les colonnes du JDD, sensiblement modifié ces derniers mois.

Geoffroy Lejeune a été évincé il y a quelques jours de Valeurs actuelles par son actionnaire, Iskandar Safa, qui lui reprochait une ligne éditoriale trop proche des idées d'Eric Zemmour. Être jugé « trop à l'extrême droite » dans un magazine pourtant habitué au pire, c'est dire de quoi le personnage est capable...

La députée LFI Danièle Obono dépeinte en août 2020 en esclave, c'était sous la direction de Geoffroy Lejeune, avec à la clé la condamnation du journal pour « injure à caractère raciste ». La une du 24 février 2022 sur « Le vrai coût du grand remplacement », c'est encore lui. Idem pour celle du 1er décembre dernier : « Bienvenue au Belgikistan », annonçant une « enquête sur la dérive d'une société multiculturelle rongée par l'islamisme », avec l'avertissement suivant : « Demain en France... »

Proche de Marion Maréchal et d'Eric Zemmour, Geoffroy Lejeune a mis ce dernier sept fois en une de son magazine en 2021. Et c'est cet homme qu'Arnaud Lagardère, PDG du groupe propriétaire du JDD, qualifie de « talent brut du journalisme français », à qui il confie « la mission d'incarner l'excellence journalistique, à savoir : les faits, l'investigation, le devoir d'informer ».

Mais depuis son absorption par Vivendi, le réel pouvoir chez Lagardère est entre les mains de Vincent Bolloré. De la promotion de potentats africains pour favoriser les affaires de son groupe, à la censure de documentaires gênants pour ses amis, en passant par le pire racolage et l'extrême droitisation de la ligne éditoriale, Bolloré est un véritable ennemi de l'information.

I-Télé, devenue CNews, Canal+, Europe 1, Paris-Match... On ne compte plus les rédactions qu'il a mis au pas, au point que son simple nom suffit à entraîner les départs de journalistes par dizaines, voire par centaines, lorsqu'il rachète un titre ou un groupe. On en sait quelque chose chez Prisma Media.

Les pouvoirs publics ne peuvent pas rester plus longtemps immobiles face à ces dangers pour la liberté d'informer et d'être informé, pour la qualité de l'information et le pluralisme.

Le SNJ-CGT défend depuis longtemps un mécanisme d'indépendance des rédactions vis-à-vis des actionnaires, un droit de veto sur la nomination aux postes de direction de la rédaction et de véritables seuils pour empêcher la concentration des médias.

Voilà qui aurait constitué des sujets passionnants aux « États généraux du droit à l'information » annoncés par Emmanuel Macron pour novembre dernier... et qui n'ont jamais eu lieu.

Montreuil, le 25 juin 2023.